

VANSINA (Jan)

LE RWANDA ANCIEN.

Le Royaume nyiginya

Paris, Karthala, 2001, 289 pages.

LE POINT DE VUE DE DAVID NEWBURY

« À quelles conditions une histoire du Rwanda est-elle possible », peut-on d'abord se demander ? La réponse est simple : une histoire est toujours possible. Mais ce n'est pas la préoccupation de Vansina : sa question porte sur la nature même de l'histoire à écrire. Selon lui, le Rwanda ancien nous offre des guides méthodologiques spécifiques pour une telle recherche. J'examinerai ici les implications de cette approche.

« L'exploration des sources subalternes comme pouvoir subversif » aurait pu convenir comme sous-titre à cet ouvrage. La relation conventionnelle entre les données et les idéologies s'y trouve en effet renversée. En général, les premières servent à construire les secondes ; ici, elle les déconstruit, ce qui produit une vision radicalement neuve du pouvoir pré-colonial et de l'histoire étatique. Cette représentation du Rwanda ancien met particulièrement bien en lumière les effets déformants des idéologies royales et le caractère sélectif de l'historiographie de cour qui en résulte. Rappelons que l'histoire popularisée à l'époque coloniale fait remonter la dynastie à un ancêtre *nyiginya* tombé du ciel au XI^e siècle. Selon cette version, le royaume rwandais aurait été fermement établi dès le XV^e siècle. La preuve ? Seize règnes se sont succédé sans rupture, manifestant la continuité patri-

linéaire de la dynastie. Vansina rompt avec cette vision trop idéologique de l'histoire et propose les observations suivantes : 1) L'histoire du royaume n'est pas équivalente à l'histoire des rois. 2) L'histoire de la royauté ne fournit pas une histoire politique complète. 3) L'origine du royaume est plus récente qu'on ne le disait ; elle date des environs de 1700. 4) Les rois, dont le pouvoir était variable, n'étaient ni autocratiques ni tout-puissants. 5) La succession politique n'était pas plus déterminée que l'histoire politique n'était prédestinée. 6) La centralisation politique n'était pas fondée sur une administration territoriale uniforme et intégrée, et surtout pas sur l'entité rwandaise actuelle. 7) Les expéditions militaires n'étaient pas toujours victorieuses. 8) Les dirigeants n'étaient ni plus intelligents ni davantage « nés pour commander » que leurs sujets ; les luttes de succession en sont la preuve.

La clarté avec laquelle Vansina fait la distinction entre sources officielles et témoignages du commun nous permet de tirer d'importantes conclusions. Il indique que quatre informateurs – seulement – constituent les sources de Schumacher, Delmas et Kagame, Pagès, lui, s'appuyant plutôt sur des informateurs hors de l'entourage royal direct. Schumacher, qui identifie clairement ses sources, est le plus



intéressant parce qu'il fait ressortir les origines différentes de témoignages discontinus et qu'il révèle les constructions ultérieures, notamment celles de Kagame. Les principaux informateurs – les « historiologues », comme les appelle Vansina – se fréquentaient et se consultaient fréquemment. Les principaux enquêteurs – ceux que Vansina nomme les « historiographes » – puisaient aux mêmes sources, se connaissaient et connaissaient leurs travaux respectifs. Leur dialogue produisit peu à peu, tandis qu'ils œuvraient au sein du même univers intellectuel, une histoire « officielle ». Cette orthodoxie prit forme en 1936, année où Alexis Kagame commençait ses enquêtes. Par son travail critique, Vansina nous fait donc assister à la naissance d'une hégémonie historiographique.

« VANSINA RESTE CENTRÉ
SUR UNE CRITIQUE DE L'HISTOIRE
DYNASTIQUE PLUTÔT QU'IL
NE PROPOSE UNE NOUVELLE VISION
DU ROYAUME. »

En marge de cette histoire, plusieurs centaines de récits historiques *ibitekerezo* étaient rejetés dans une position subalterne. Recueillis de 1950 à 1962 par ou sous la direction de Vansina, ils n'avaient pas été systématiquement analysés ni utilisés jusqu'ici. D'autres documents, notamment les sources allemandes les plus anciennes, contribuent aussi à remettre en question les orthodoxies royales et à rendre sa complexité à l'histoire. Cependant, malgré la puissance de son argumentation, l'ouvrage de Vansina reste centré sur une critique de l'histoire dynastique plutôt qu'il ne propose une nouvelle vision du royaume.

Selon Vansina, la lignée royale *nyiginya* commence avec Ruganzu II Ndori. Sa révision de l'origine dynastique, il est vrai, soulève des questions fondamentales. Ainsi, sur la

base de liens linguistiques et de continuités institutionnelles, Vansina situe l'origine de Ruganzu au nord. Pourtant, les dissonances entre les formes de la royauté au Nkore et les structures rwandaises suggèrent que la conception idéologique de la royauté rwandaise s'est développée à partir de croyances et de pratiques qui lui préexistaient, et qui devinrent centrales aux XVII^e et XVIII^e siècles. Jusque récemment, ces modèles de légitimité étaient aussi en vigueur dans les régions situées à l'ouest du Rwanda, et les sources relatives aux interactions de Ruganzu avec ces régions auraient dû être davantage exploitées.

Si Ruganzu Ndori est reconnu comme fondateur de la dynastie, la légitimité qui reposait sur la longévité dynastique s'écroule. En réinscrivant les actions des rois dans le cours de l'histoire, en les extrayant des cercles magiques de la répétition, Vansina nous fait entrevoir des innovateurs engagés dans la construction de la royauté. Nous pouvons enfin transcender les idéologies royales et gommer les dates des traditions de la cour (1091 ou 1460) pour planter l'arbre généalogique aux environs de 1700. D'autres que Vansina avaient fait cette proposition, mais celui-ci s'appuie sur des données archéologiques et climatiques pour valider les analyses critiques qui mettent en cause les traditions orales. Reste qu'en rétablissant les rois comme acteurs concrets et non plus comme symboles, on perçoit le danger qu'il y a à restreindre l'analyse à la lignée royale et à la seule histoire de la cour. En effet, à l'inverse des symboles, les acteurs interagissent avec d'autres, dans un univers matériel, au-delà des cercles royaux. Aussi, alors que Vansina a rendu possible une enquête plus étendue, la prise en compte de ces « autres » qui sont en relation avec les rois et la cour devient nécessaire. Bien qu'une histoire détaillée de la lignée royale soit d'une valeur inestimable, une telle étude invite en quelque sorte à élargir son propre objet.

Après avoir liquidé l'idéologie des cycles généalogiques, l'étape suivante est une révision de la longueur des règnes, ou même l'expurgation de certains rois. Dès lors, l'historien s'interroge sur la fabrication des listes de rois, sur les motifs de l'insertion de certains noms et sur les usages qui en furent faits pour rendre, par exemple, des annexions légitimes. C'est dans l'histoire des générations ultérieures que l'on trouve les raisons de ces transformations généalogiques, le prédécesseur royal du même nom servant de prétexte aux actions du successeur, ce dernier le glorifiant aux seules fins de se justifier. Cependant, cela reste à prouver par une véritable enquête scientifique, comme le suggère le travail de Vansina.

Au-delà de son apport à notre compréhension des lignages royaux, un tel ouvrage est primordial par la posture qu'il incite l'historien du Rwanda à prendre : il lui faut séparer l'histoire du Rwanda de celle de ses rois. Foin du triomphalisme des sources officielles ! Grâce à ce travail, nous voici désormais plus aptes à situer les faits dans un contexte social plus large, à observer les marginalisés autant que les bénéficiaires des processus historiques. Ainsi, le seul nombre des victimes de l'expansion *nyiginya* révèle que celle-ci fut une catastrophe pour la population. Parmi les victimes figuraient en bonne place les propriétaires de bétail, ce qui remet en question l'existence chez eux d'une « ethnicité » dérivée de leur culture économique, et détruit l'idée que ces propriétaires de bétail (les Tutsi, pourrait-on dire) aient toujours fait front commun et agi comme un seul groupe. Enfin, ce travail nous incite à réexaminer l'évolution de l'institution royale au cours de son histoire.

Revenons à notre question initiale : « à quelles conditions une histoire du Rwanda est-elle possible ? », et aux réponses qu'y apporte l'auteur : insérer les rituels dans l'histoire,

tant sous leurs aspects idéologiques et pratiques que dans leurs formes légitimantes ou, au contraire, subversives. Cette démarche, Vansina ne la limite pas à la théorie. Les preuves empiriques de changements et les répercussions politiques de ces derniers minent les orthodoxies royales.

« VANSINA ATTIRE
NOTRE ATTENTION
SUR LES COMPARGES DU POUVOIR
ET SUR CEUX QUI SONT
EXCLUS DE SES BÉNÉFICES. »

Il nous guide au-delà des idéologies, nous dévoile les institutions et les acteurs de la royauté et attire notre attention sur les comparses du pouvoir et sur ceux qui sont exclus de ses bénéfices. Ce faisant, il contribue à éclaircir le concept de pouvoir, montrant que l'étude de ce dernier porte aussi bien sur ses pertes que sur ses gains, sur les croyances autant que sur les ressources et, enfin, sur les ruptures et les dislocations autant que sur les renforcements.

Ce livre brillant n'est donc pas seulement un monument en lui-même. Vansina balise de nouvelles pistes de réflexion et de recherche. Son ouvrage de 1962 fut la base des recherches pour toute une génération. Le recul dont celui-ci fait preuve témoigne de l'évolution des méthodologies, du progrès des connaissances et d'une sophistication accrue dans la compréhension de l'histoire. Beaucoup plus détaillé que le précédent, il pourrait marquer un nouveau départ dans la connaissance de l'histoire régionale.

David Newbury
Smith College, Northampton



LE POINT DE VUE DE JEAN-PIERRE CHRÉTIEN

Le Rwanda précolonial ressort sensiblement mieux éclairé de la récente synthèse de Jan Vansina, mais l'éclairage reste sombre. Ce parcours de trois siècles, étêté des légendes qui le prolongeaient en amont du XVII^e siècle dans les traditions officialisées par le regretté Alexis Kagame, se termine, à la veille de la conquête allemande et missionnaire qui s'effectue entre 1897 et 1907, par le règne de Rwabugiri, dépeint sous les couleurs d'une scène de cauchemar préparant aux horreurs du génocide de 1994. Même si l'auteur peut se poser en « professionnel non impliqué dans les affaires du Rwanda actuel », son ouvrage se conclut sur deux propositions qui l'engagent : « la société actuelle est une descendante de celle de 1900 » et le passé est un « laboratoire d'expériences humaines ». Nous sommes ainsi amenés à réfléchir sur trois grandes questions : celles de la nature et de la trajectoire de l'État monarchique ancien, de la dimension historique de l'ethnicité hutu-tutsi et, enfin, du métier d'historien confronté à la mémoire collective dans une société de culture orale.

« LE RWANDA PRÉCOLONIAL
RESSORT MIEUX ÉCLAIRÉ
DE LA RÉCENTE SYNTHÈSE DE VANSINA,
MAIS L'ÉCLAIRAGE RESTE SOMBRE. »

Jan Vansina nous rappelle utilement, au cas où nous l'ignorierions encore, que le Rwanda n'est ni tombé du ciel, ni n'a été importé clefs en main par un conquérant éthiopien, et que la principauté *nyiginya* initiale n'est pas encore le Rwanda que nous connaissons depuis le XX^e siècle. Le mot Rwanda lui-même a-t-il désigné initialement une « étendue d'es-saimage » parmi d'autres ? Pourquoi pas.

Washington n'est-elle pas la capitale d'une étendue en croissance depuis le XVIII^e siècle qui se baptise banalement les « États-Unis ». La formation politique qui émerge avec le *mwami* Ruganzu Ndori vers le milieu du XVII^e siècle s'appuie, comme les autres royaumes de la région des Grands Lacs, sur deux ressorts fondamentaux, religieux et guerrier. À la différence de ses voisins (sauf sans doute le Nkore), le système politique mis en place combine un mode de prestations centralisées par une cour, elle-même démultipliée en plusieurs résidences royales, avec un réseau d'armées articulé au contrôle du bétail et des pâturages, le tout soudé très tôt par des contrats de clientèle pastorale, le fameux *ubuhake*.

L'histoire des XVIII^e et XIX^e siècles est marquée par une centralisation croissante : mise en place de camps militaires aux frontières, séjour à la cour des principaux chefs, enrichissement des rituels monarchiques et manipulations des traditions au profit de la dynastie, tout cela surtout à partir du règne de Cyirima Rujugira (paradoxalement un usurpateur venu du Gisaka voisin). L'expansion du royaume date surtout du XIX^e siècle, selon des logiques guerrières et agropastorales, mais aussi commerciales, et elle se consolide visiblement sous le règne du dernier souverain indépendant, Kigeri Rwabugiri. Mais ce n'est pas l'avis de Jan Vansina, qui voit dans ce règne le triomphe à la fois des déchirements d'une aristocratie de cour, structurellement destructeurs de toute centralisation administrative, et celui d'un despotisme aussi sanguinaire que réellement impotent : une « anarchie centralisée », écrit-il. C'est la colonisation qui aurait construit un État centralisé. Certes, la bureaucratie à l'européenne a peu à voir avec celle d'une société sans écriture et sans monnaie. Mais le Rwanda était-il plus « anarchique »

que le Burundi ou le Buganda de la même époque révélés d'après des travaux récents ? Rien ne semble pouvoir être mis au crédit de l'ordre politique ancien dans ce pays qui, l'auteur le reconnaît pourtant, a connu à cette époque une croissance démographique sensible, des changements agricoles cruciaux et une expansion territoriale indéniable. Les contradictions du système sont perçues comme une sorte d'impasse, un « précipice de l'anomie ». Les lecteurs de Suétone ou de Tacite (dont les récits croustillants ne sont pas loin des chroniques dites *ibitekerezo* venues des cours des rois ou des chefs rwandais) auraient pu aussi penser que l'Empire romain était déjà pourri sous les premiers successeurs d'Auguste, s'il n'y avait eu d'autres sources.

Les relations entre agriculteurs et éleveurs, dont on sait à la fois l'importance sociologique et le caractère idéologique obsédant dans cette région d'Afrique, sont traitées dans toute leur complexité et leur dynamique historique. Les nombreuses références au travail de Jean N. Nkurikiyimfura (assassiné en 1994) sur l'historicité du gros bétail attestent d'ailleurs que la réflexion avait de ce point de vue bien progressé (en Afrique comme en Europe) depuis l'œuvre (trop) classique de J.-J. Maquet parue en 1954. « Il faut rejeter radicalement les conjectures de grandes migrations massives qui jonchent la littérature », écrit Vansina. Ce sont des institutions sociopolitiques, notamment le fonctionnement des armées, les réserves foncières pastorales dites *bikingi* et la corvée agricole dite *buretwa* (au XIX^e siècle) qui ont accompagné « le processus qui donna naissance aux catégories stratifiées connues aujourd'hui sous les étiquettes hutu et tutsi », véritable déchirure de la société observable déjà vers 1900. Et l'« on peut péremptoirement rejeter l'avis de ceux qui attribuent la distinction entre Tutsi et Hutu et leur hostilité mutuelle aux idées et aux actions des maîtres coloniaux ». La trajectoire de l'ethnisation est donc bien balisée. Le terme hutu lui-même

(signifiant « dépendant », « sujet », « domestique ») apparaît comme le support d'une globalisation de la situation de la majorité des habitants par rapport à la catégorie des « éleveurs » concernée par l'identification tutsi, en fonction de la mainmise politique pastorale sur le pouvoir.

Mais le débat reste ouvert sur cette question délicate. L'évidence générale de cet antagonisme social est en effet contredite par d'autres constats présents aussi dans ce livre, même pour la fin du XIX^e siècle : les principales victimes des luttes politiques sont les aristocrates eux-mêmes et, à un niveau plus humble, les

« LE RWANDA ÉTAIT-IL PLUS
“ANARCHIQUE” QUE LE BURUNDI
OU LE BUGANDA DE LA MÊME ÉPOQUE
RÉVÉLÉS D'APRÈS DES TRAVAUX
RÉCENTS ? »

simples éleveurs exposés aux razzias de leurs bêtes, et non les agriculteurs ; les conseillers les plus durables d'un roi comme Rwabugiri ont été des roturiers, comme le fameux Bisangwa (sans que Jan Vansina se hasarde à les étiqueter hutu ou tutsi, ces identités ne jouant pas encore un rôle aussi important que les « clans », *amoko*), et l'émigration vers l'est ou vers l'ouest concerne autant des éleveurs « tutsi » que des défricheurs « hutu ». Enfin, sans que l'on puisse entrer ici dans le détail, beaucoup d'affirmations sur les rapports sociaux aux XVII^e et XVIII^e siècles restent connotés « ethniquement » au-delà de ce que les sources semblent vraiment permettre.

De même, il est rappelé que la grande peste bovine de 1891 a réduit de nombreux petits éleveurs à ne plus être perçus comme tutsi et que, durant les siècles précédents, les « bonnes » ou « mauvaises » familles représentaient une distinction plus fondamentale ; cependant, l'auteur parle de « trois populations



biologiquement différentes au ^{xx}e siècle ». Quant au concept de « haine raciale » repérable dans un récit du capitaine Heinrich Bethe en 1898, il ne reflète pas une idée « personnelle » de cet officier allemand, mais la vision généralement répandue sur cette région d'Afrique du milieu du ^{xix}e siècle à la fin du ^{xx}e siècle, mise en application systématiquement par tous les pouvoirs en place de 1900 à 1994. C'est pourquoi il me semble que la question du champ sémantique du terme *ubwoko*, désignant aujourd'hui l'« ethnie » et autrefois généralement le « clan », reste ouverte : le premier sens est-il clairement attesté avant les années 1930, date de son application aux documents d'identité ? « La polarisation entre Tutsi et Hutu était donc passée au premier plan dans la conscience populaire avant la mort de Rwabugiri. Et elle y restera », écrit Jan Vansina. Mais il note aussi que la conscience de ce clivage se développa avec « l'inscription de cette qualité sur toutes sortes de papiers de recensement ». Affaire à suivre, donc ...

« VANSINA POURSUIT ICI SON
COMBAT POUR UNE HISTOIRE
RIGOUREUSE CONTRE
DE PRÉTENDUES CERTITUDES
DE LA "TRADITION ORALE". »

L'historien est toujours meilleur dans les questionnements que dans les réponses. C'est peut-être ce qui distingue finalement l'histoire de la mémoire, avec ses certitudes. Jan Vansina poursuit ici son combat pour une histoire rigoureuse contre de prétendues certitudes de la « tradition orale ». Il reprend d'une certaine façon le débat noué durant les années 1960 avec l'abbé Kagame sur la chronologie et sur la fausse continuité de la dynastie *nyiginya*. L'arrivée au pouvoir de Ndori, présentée comme une usurpation dis-

simulée dans son ouvrage de 1962 (un peu comme la fondation de Rome par les Étrusques cachée par Tite-Live), est devenue en 2001 un *terminus a quo*, les bribes de légendes antérieures étant renvoyées à la poubelle des mystifications. Faudrait-il tout jeter de *L'Illiade* et de *L'Odyssée* dans la connaissance de la Grèce archaïque ? Le même positivisme critique qui avait conduit nombre d'historiens à revaloriser les sources orales dans les années 1960 (et Jan Vansina fut notre maître sur ce plan) conduirait-il aujourd'hui à un doute radical à leur égard ? Ce n'est pas ce que suggère vraiment ce livre, puisque presque tout son contenu est fondé sur des sources orales, qui ont transité par l'œuvre de Kagame ou par la thèse du père Schumacher (un travail de 1936), s'ajoutant aux propres enquêtes de Jan Vansina dans le cadre de l'Institut de recherches scientifiques en Afrique centrale (Irsac) entre 1957 et 1962. On peut alors s'étonner du contraste entre la critique serrée des sources portant sur la chronologie politique, et l'espèce de certitude qui entoure la reconstitution des rapports sociaux aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Les références utilisées conduisent même à se demander si ces descriptions ne sont pas teintées de projections des réalités de la première moitié du ^{xx}e siècle sur les siècles antérieurs, bien que l'auteur se défende évidemment de toute tentation de « présent ethnographique ». Sur ce point également la discussion reste ouverte. Culturellement cependant l'emploi de certains concepts, comme « militarisme », ne traduit-il pas ce risque ? Le militarisme à la prussienne peut induire une même qualification pour la politique de Louvois sous Louis XIV, mais l'appliquera-t-on au règne de Charles VII (créateur de « gens d'armes » permanents) ou à Charlemagne pour ses raids tous azimuts à la belle saison ? Peut-on dire que les Massâï des ^{xviii}e et ^{xix}e siècles étaient militaristes ? Chaka et ses Zoulous, peut-être ? Le métier d'historien réside aussi dans ces incertitudes du vocabulaire.

Si, comme le note Jan Vansina, « on ne peut absolument pas traiter les sources orales comme des sources écrites », cela signifie aussi que la transmission orale des connaissances dans une société sans écriture suit une logique spécifique, très bien soulignée naguère par Maurice Houis à partir d'une approche de sociolinguiste. Les mots ont un poids spécifique, différent de celui de propos de table ou de commentaires d'un sondage dans une banlieue contemporaine. La mémoire collective doit toujours être critiquée, située, appréciée et interprétée. Mais, quand elle a pris la forme de « traditions orales », elle mérite une approche qui n'est pas non plus celle des considérations sur les aventures de la mémoire collective à l'âge du livre, de la radio, de la télévision et de l'Internet, où tant d'informations et de polémiques se bousculent. Le problème des sources orales dans ce cas africain est différent de la question globale de la « mémoire collective », thème dont nous connaissons l'effet de mode aujourd'hui. L'historien a donc un effort d'interrogation et aussi d'imagination redoutable à effectuer en permanence pour aller au-delà des pré-

occupations et des rhétoriques du moment. C'est même cet effort de distanciation qui le met en porte-à-faux par rapport à beaucoup d'attentes extérieures. Jan Vansina le sait très bien quand il met en garde contre les leçons du passé. Pourquoi donc conclure ce livre par des allusions à des réalités passées jugées prémonitoires ou instructives, à la manière des *exempla* de Cornelius Nepos ou des

« LA MÉMOIRE COLLECTIVE
DOIT TOUJOURS ÊTRE CRITIQUÉE,
SITUÉE, APPRÉCIÉE
ET INTERPRÉTÉE. »

enseignements de Fénelon au Dauphin ? La vengeance attire la vengeance. Le pouvoir ne doit pas être concentré... L'actualité tragique du Rwanda représente un défi contemporain qui nous semble aller bien au-delà dans la mise en perspective des continuités et des ruptures historiques d'une société africaine de l'ère postcoloniale.

Jean-Pierre Chrétien
MALD/ CNRS-Paris-I

LE POINT DE VUE DE DANIELLE DE LAME

Faits de chair et d'os et faillibles sous la plume de l'historien, soustraits au carcan de l'idéologie qui les offrait à la fascination, les rois restent au centre de l'ouvrage de Vansina, *Le Rwanda ancien. Le royaume nyiginya*. Des questions subsistent, que l'historien lui-même suscite en remettant en mouvement les foisonnements de l'histoire. Comment ces rois étaient-ils présents dans la vie des populations ? Peut-on écrire une histoire sociale de la monarchie rwandaise ? Pourquoi est-il

important de « repeupler » le pays et pourquoi la nation rwandaise doit-elle parvenir à une lecture critique de son histoire récente ?

L'histoire officielle se vouait à la légitimation de la dynastie, mêlant le religieux, l'économique et le politique. Les rituels royaux consacraient la sainteté d'une dynastie identifiée au territoire et intégraient différentes fractions de la population dans la célébration des cycles généalogiques. Certes discrets, ces rituels participaient d'une vision du monde



partagée par les gens du commun. Les pouvoirs des chefs de lignage, réduits à mesure que ceux de la royauté s'imposaient, reposaient sur un mécanisme analogue. À quel point le peuple était-il celui des rois ?

« LE SORT DES POPULATIONS
RURALES N'APPARAÎT QUE PAR
LA BANDE DANS LA RECONSTRUCTION
NUANCÉE DE L'HISTOIRE
DU PETIT ROYAUME. »

Le sort des populations rurales n'apparaît que par la bande dans la reconstruction nuancée de l'histoire du petit royaume. Le mythe d'un Rwanda précolonial idyllique s'effondre. Rwabugiri, soumis aux pressions de sa maison et des lignages puissants, ne fut pas le dernier rempart à une décadence importée. Pour le connaisseur du Rwanda, une continuité dans la vie des cercles proches du pouvoir se maintient jusqu'à la période la plus récente. Vansina contribue ainsi à la nécessaire « corrosion d'une historiographie statique du Rwanda¹ ». L'ouvrage de J.-J. Maquet est enfin jugé pour ce qu'il est, une mystification produite et entretenue dans le contexte de l'histoire coloniale. La critique ébranle les travaux de Kagame, Schumacher, Reisdorff, auxquels les biographies recueillies par H. Codere ou les travaux de Linden font écho². Le mérite de Vansina aurait encore été plus grand s'il avait pris en compte le contexte régional et des données anthropologiques. Certains aspects de la culture rwandaise restent, en effet, représentés dans la lignée d'une littérature assez conventionnelle. Les échanges de vaches ne quittent guère la sphère de la clientèle *ubuhake*, même si l'auteur indique les variations de cette institution au cours du temps. D'autres interrogations subsistent par ailleurs : la racialisation de la division Hutu/Tutsi, les stéréotypes pasteurs tutsi/agri-

culteurs hutu, pasteurs itinérants/agriculteurs sédentaires.

Je me contenterai ici de signaler quelques faits : Vansina démontre l'existence d'un antagonisme Hutu/Tutsi antérieur à la colonisation (pp. 172-178). Une fois récusé son caractère racial, il faut retenir la morgue générale des puissants à l'égard des plus faibles, ce dont témoignent d'autres textes³. La carte d'identité changea en une « quasi-fatalité » une identité définie, dans la culture populaire, en fonction de critères multiples et des circonstances. Or, la date de l'instauration d'une carte d'identité pour tous les Rwandais reste incertaine. Les statistiques coloniales se faisaient en termes d'homme adulte valide (HAV), les seuls intéressants pour la corvée. On sait à présent que les femmes les remplaçaient parfois. Aucun document publié ne porte la trace d'un quelconque recensement qui, au cours des années 1930, aurait établi une discrimination entre « Tutsi pasteurs » et « Hutu agriculteurs » sur la base arbitraire de la possession de dix vaches. Jusqu'à preuve du contraire, il ne s'agit là que d'une rumeur.

La spécialisation des tâches que Vansina met en cause (p. 173) reste présente au cours de l'ouvrage. Dans les faits, Hutu et Tutsi étaient en majorité agriculteurs-éleveurs, la possession de bétail étant surtout liée à la richesse. Avoir pu amasser du bétail pouvait entraîner un « surclassement » au prix de la perte de la propriété du troupeau qui était inclus, *ipso facto*, dans le cheptel royal. L'agriculture et le statut de défricheur n'étaient pas l'apanage des seuls Hutu (du moins lorsqu'on projette dans le passé l'usage actuel du terme), et la pratique de l'agriculture était également liée à la richesse : l'aisance permettait à des journaliers – ou à des journalières – de remplacer la maîtresse de maison aux champs. Les pratiques mettent en exergue l'importance rituelle et identificatoire du rapport à la terre. À l'inverse du recours identitaire aux chefs de lignage, puis au roi, le recours à des chefs

politiques imposés constituait un recours profane ambigu tantôt utilisé, tantôt évité. Au niveau religieux, l'apprivoisement des forces naturelles au bénéfice de la continuité des lignages et du royaume faisait consensus. Cela, Vansina le montre, n'a pas empêché la noblesse de cour d'entraîner le pays dans des désordres croissants, ni les chefs de lignage ou les individus de mener à bien leurs stratégies, migration incluse. Sous réserve d'un risque d'anachronisme, ces observations peuvent contribuer à « repeupler » le Rwanda de ses paysans.

Les généalogies et les témoignages des gens du commun ne sont pas d'une grande profondeur historique. Le lecteur referme l'ouvrage de Vansina à l'aube d'une période mieux documentée, et nul ne lui fera grief d'une limite aussi pertinente. Cependant, Vansina entend présenter « une histoire qui pourrait servir de fondation commune à tous pour penser et réfléchir sur l'avenir » (p. 241). Il se situe ainsi sur le plan des pratiques sociales en rendant contemporain le passé revisité. Qu'en sera-t-il fait ? L'effort ultime, mais non le plus aisé, consiste à analyser le présent sans solution de continuité avec le passé.

Un tel gouffre temporel et narratif ouvre parfois la voie à une indignation que l'on peut résumer en ces termes : « On ne peut pas ainsi tout détruire ! » Certains avaient vu la révision des généalogies dynastiques⁴ comme une attaque contre l'abbé Alexis Kagame. L'historien est confronté à deux figures emblématiques : l'historiographie de cour et son principal porte-parole. Vansina fait justice à l'historien Kagame qui appartient comme lui au monde académique. Le lecteur ne pourra combler le fossé temporel où s'épanouit la colonisation, et il gardera à l'esprit l'aire géographique, variable selon les périodes, de l'État *nyiginya*. Il devra aussi s'informer ailleurs pour dissiper l'impression trompeuse d'une culture incomparable justificatrice d'un repli. L'imprécision manipulée donnait au corpus

des traditions une capacité de mobilisation⁵. L'indignation identitaire, ramassée dans le « tout détruit », surgit du détail historique rendu à la vie et à ses contingences. Pourquoi est-il important de poursuivre l'histoire du Rwanda jusqu'à l'époque actuelle et dans sa diversité ? C'est que, suivant la voie que nous trace Vansina, il faut dissiper la confusion entre l'article de foi et la conscience historique.

« SUIVANT LA VOIE QUE
NOUS TRACE VANSINA,
IL FAUT DISSIPER LA CONFUSION
ENTRE L'ARTICLE DE FOI
ET LA CONSCIENCE HISTORIQUE. »

Cette confusion se noue, en effet, jusque dans le contexte actuel d'une mondialisation discriminatoire. Les inégalités exacerbent les réflexes d'autodéfense face à une moralité « cosmopolite ». Les discours organisent simultanément ce qui se cache et ce qui se donne à voir. Le précédent historique conserve son pouvoir magique. Une connaissance historique ouverte sur l'intelligence du présent se voit ainsi interdite de conscience. La recherche d'un confort momentané peut motiver une telle attitude. L'apprentissage de la démocratie que Vansina suggère aux Rwandais peut-il s'accommoder de ce confort ? Ne faudrait-il pas que le peuple soit reconnu, connu, pour être représenté ? Dans quelles conditions la reconnaissance des réalités historiques anciennes et récentes peut-elle devenir acceptable ? À la condition que soient perçus les risques de la mystification et de la manipulation. La production d'une histoire de statut scientifique pourrait être un investissement des plus importants pour la paix. Elle repose sur des options politiques de justice sociale. Les études anthropologiques en milieu rural ne se sont multipliées que dans les dernières



années de la Deuxième République. Les médias ne sont pas étrangers à l'entretien des stéréotypes : le public aime à retrouver les figures et les auteurs connus. Les travaux plus pointus restent donc peu diffusés et méconnus⁶, d'autant qu'ils empêchent le confort des visions idéologiques simples et sécurisantes. Ils risquent, en outre, d'être assimilés aux républiques sous lesquelles ils ont été réalisés, d'être enterrés par les pourvoyeurs d'aide et les bénéficiaires locaux. Si tel était le cas, les idéologies conserveraient un potentiel de mobilisation dont une histoire érigée en mythe pourrait encore être l'instrument.

Danielle de Lame

Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren

1. C. et D. Newbury, « Bringing the peasants back in agrarian themes in the construction and corrosion of statist historiography in Rwanda », *American Historical Review*, n° 3, 2000, pp. 831-877.

2. J.-J. Linden, *Church and Revolution in Rwanda*, Manchester, Manchester University Press, 1977 ; J.-J. Maquet, *Le Système des relations sociales dans le Rwanda ancien*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1954.

3. Voir notamment H. Codere, *The Biography of an African Society, Rwanda 1900-1960*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1973.

4. J. Vansina, *L'Évolution du royaume rwandais des origines à 1900*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1962.

5. Mes amis rwandais évoqueront avec moi le proverbe : « *Akari mu ngomo Kamenya umwiru na niy-rayo* » (« Ce qui est dans le tambour, seul son fabricant et son propriétaire le savent »).

6. D. de Lame, « Plaidoyer pour l'incertitude, remède à l'ignorance », in O. Lanotte, C. Roosen et C. Clément (dir.), *La Belgique et l'Afrique centrale de 1960 à nos jours*, Bruxelles, Paris, GRIP Éditions, 2000.

GORDIMER (Nadine)

Vivre dans l'Espoir et dans l'Histoire.

Notes sur notre siècle

Paris, Plon, coll. « Feux croisés », 2000, 247 pages.

Voici l'édition française d'un ouvrage de l'écrivain sud-africaine Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature en 1991, d'abord publié en 1999 sous le titre *Living in Hope and History. Notes from our Century*. Il s'agit d'un recueil de plus d'une vingtaine d'essais, la plupart datant des années 1980 et 1990 (on regrettera au passage qu'ils ne soient pas remis en contexte). Mélange d'apparence hétéroclite, agencé sans ordre évident, qui regroupe des études littéraires (Senghor, Günter Grass, Naghib Mahfouz...), des extraits de correspondance (avec Kenzaburo Oe), ou encore des réflexions, reprises pour certaines de conférences données par l'auteur, sur les événements contemporains ou sur la pauvreté dans le monde – réflexions dans lesquelles l'auteur se prononce moins en écrivain qu'en consultant. Cependant, un axe majeur se dégage de l'ensemble : une réflexion à plusieurs tons sur les relations entre littérature et politique (« Comment l'écrivain et l'État peuvent-ils cohabiter ? », p. 196), en particulier sur les rapports de l'artiste au pouvoir, analyse qui s'éclaire de références multiples non seulement à la situation de quelques écrivains de par le monde (Salman Rushdie, Ken Saro Wiwa...), mais aussi à la situation sud-africaine durant l'apartheid et immédiatement après l'accession au pouvoir de Nelson Mandela. Nadine Gordimer puise aussi dans son expérience personnelle (relatant au passage son engagement en faveur de l'abolition de l'apartheid) pour aborder la question de la censure, de la liberté d'expression, de l'autonomie de l'imagination, du statut de l'écrivain et de son rôle en période d'oppression, de sa participation au façonnement d'une identité nationale ou encore de son attitude face à la mondialisation culturelle.

En tant qu'écrivain africaine (« Depuis que notre continent est parvenu à chasser ces Européens qui se disaient ses maîtres... », p. 31) et qui revendique

en outre l'africanité de son écriture, Nadine Gordimer déplore également la misère de la littérature africaine, plaidant autant pour une amélioration des moyens de diffusion que pour un panafricanisme littéraire (on trouve des références éparses à la négritude et à la renaissance africaine), qui prendrait la forme d'une recherche et d'une proclamation des valeurs proprement africaines, non pas au service d'un enfermement de l'Afrique sur elle-même, mais au contraire d'une participation de l'Afrique à la littérature du monde. Dans cette perspective, les essais sur Senghor ou sur Grass peuvent être lus comme des détours féconds permettant de fournir des modèles pour la réconciliation des cultures et la compréhension de l'histoire.

Mais l'intérêt du livre réside surtout dans le fait que certains textes acquièrent aujourd'hui valeur de documents (comme cette conférence sur l'apartheid organisée en 1959 à Washington), ou de témoignages (en particulier sur les élections d'avril 1994 et sur la première année de changements). Ce qui frappe dans ces essais, sous leur aspect placide et un tantinet donneur de leçons, est l'omniprésence du problème de la violence, qu'il s'agisse de revenir sur celle que le système d'apartheid a laissé en héritage aux années 1990 et au nouveau siècle, ou de tenter, en tant qu'écrivain, de participer à la fabrication d'un monde neuf débarrassé de ce fléau. En somme, tout converge vers cette question : comment, comme spécialiste de l'imaginaire, peut-on remédier à la « vie réelle », et savoir en premier lieu y reconnaître les vrais « héros » (Mandela fait ici l'objet de très belles pages) ?

L'Afrique du Sud occupe une place centrale dans ce questionnement, parce que son histoire douloureuse et ses évolutions récentes fournissent en quelque sorte un condensé de phénomènes politiques et culturels permettant de comprendre les manifestations identitaires actuelles des Noirs américains autant que les mécanismes de la mondialisation culturelle. Bref, une pensée dialectique par laquelle s'éclairent mutuellement l'histoire de « notre siècle » et l'histoire sud-africaine. Ou l'Afrique du Sud comme paradigme.

François-Xavier Fauvelle-Aymar



VAN BOUVEROY VAN NIEUWAAL
(E. Adriaan B.)
*L'État en Afrique face à la chefferie :
le cas du Togo*
Paris, Karthala / ASC, 2000, 336 pages.

La trame du livre se noue autour d'un paradoxe qui peut se décliner à travers l'interrogation suivante : pourquoi, au rebours de leur discrédit lors de la période de contestation de l'autorité de l'État des années 1990, les chefs traditionnels demeurent-ils un recours pour les populations dans la résolution des différends ? La trajectoire qu'emprunte l'auteur pour expliquer la longévité de cette institution est la notion de « transformation », que l'on suit à travers le parcours historique de la chefferie au Togo.

Qu'ils soient issus de pratiques millénaires de gestion sociale ou qu'ils soient suscités par la colonisation, les chefs sont apparus comme un instrument aux mains de la métropole puis de l'État nouvellement indépendant sous S. Olympio. Cette tendance s'est intensifiée au cours des régimes politiques suivants, et surtout sous le long règne de G. Eyadéma. La chefferie traditionnelle y apparaît comme un outil de quadrillage territorial au service du parti unique (le RPT), avec un système clientéliste de révocations humiliantes des chefs « récalcitrants » et de gratifications diverses accordées aux plus fidèles. Cependant, une analyse plus fine de la position des chefs sur l'échiquier sociopolitique togolais démontre qu'ils ne se laissent pas toujours capter dans cette alliance hégémonique au point de s'ériger en porte-parole, contre-pouvoirs et piliers incontournables dans le relais, vers les couches sociales, des messages de mobilisation pour le développement.

La constance de ce schéma se retrouve dans d'autres pays africains, avec de légères particularités que l'auteur rappelle : la position de l'Asantehene au Ghana, du Moro Naba au Burkina Faso, du Lamido au Nord-Cameroun, des chefs au Zimbabwe et en Afrique du Sud. Contrairement à ce que le titre de l'ouvrage peut laisser croire, il s'agit donc d'une minutieuse analyse de la situation actuelle de la

chefferie (néo)traditionnelle, un point d'entrée anthropologique à l'étude des luttes de pouvoir et de domination qui caractérisent l'État postcolonial. Il faut dire que le caractère syncrétique du rôle du chef traditionnel lui offre la possibilité de mobiliser les ressources et les moyens de pression les plus divers pour atteindre certains buts, parfois par pur intérêt mais parfois aussi au profit du groupe. De ses rapports multiformes avec le pouvoir étatique naissent donc des points de rencontre et de négociation, qui constituent ce que l'auteur qualifie, à la suite de Sally Falk Moore, de « champs sociaux semi-autonomes ». Par ailleurs, le débat reste intéressant sur l'actualisation du statut juridique de la chefferie traditionnelle au Togo, puisque c'est un arrêté colonial de 1949 qui continue à régir l'institution, en dépit d'une tentative avortée de réforme sous Olympio et d'une modification mineure dudit arrêté en 1959. Apparemment, le régime Eyadéma – afin de contenir les pouvoirs de ces leaders locaux – et les chefs eux-mêmes, craignant de se voir ramener à une instable fonction administrative, s'accrochent à cette situation floue, propice à la « politique du ventre ». Un clientélisme récurrent qui a fait manquer aux chefs traditionnels togolais – c'est un regret pour l'auteur – un rendez-vous important avec l'histoire démocratique en gestation dans le pays. Et c'est un appel que l'on pourra lancer à leur endroit en reprenant les paroles d'un défunt homme politique togolais : « [...] la chefferie forge son propre destin. »

Koffi Alinon

ADEPOJU (Aderanti) (dir.)
*La Famille africaine. Politiques
démographiques et développement*
Paris, Karthala, coll. « Questions
d'enfance », 1999, 318 pages.

Entendons nous bien, *La Famille africaine* est un manuel de vulgarisation destiné aux étudiants et aux futurs professionnels du développement désireux d'aborder la question de la

famille et du développement en Afrique, et non un ouvrage destiné aux chercheurs et aux enseignants. L'objectif affiché est d'éclairer les décideurs sur la complexité « des systèmes familiaux, des modes d'organisation domestiques et des processus de décision concernant le ménage, l'économie et la démographie » (p. 84).

Comme le rappelle à juste titre l'éditeur, la famille africaine, confrontée à une accélération de l'histoire sous l'emprise d'une crise multiforme, d'origine externe, mal gérée, reste – aujourd'hui et plus que jamais – « l'unité sociale (économique et biologique) la plus endurente et la plus fondamentale » (p. 34), et, à certains égards, la dernière. Là réside sans aucun doute l'actualité intemporelle et vivante d'un tel sujet.

L'ouvrage semble vouloir embrasser « la famille africaine », mais peine à rendre compte de toutes les familles africaines. Et les auteurs restent écartelés entre le désir d'objectiver les évolutions de la cellule familiale et la nécessité de les resituer dans un contexte localisé et dans une historicité vécue. Beaucoup de généralités (famille/ménage, tradition/modernité, ruralité/urbanité, individuel/communautaire, mobilité/migration), difficiles à contester, émaillent l'ensemble des contributions. L'ouvrage est une longue juxtaposition de courts « tableaux » (le chapitre VI sur « La famille africaine en milieu rural » est expédié en 18 pages !) aux titres très généraux, peu problématisés (chap. VIII par exemple).

C'est pourquoi le lecteur a du mal à saisir l'économie d'ensemble du volume. De plus, certains textes se recouvrent, au risque de fatiguer le lecteur (chap. III et IV). Par ailleurs, on regrettera que les auteurs cèdent à la facilité de l'autocitation et n'aient pas effectué une véritable revue actualisée de la littérature sur le sujet. Il en résulte finalement un ouvrage proche du manuel, qui ne convaincra pas tous ses lecteurs.

Pierre Janin

TRIPODI (Paolo)

*The Colonial Legacy in Somalia:
Rome and Mogadishu from Colonial
Administration to Operation
Restore Hope*

Basingstoke, New York, Macmillan
Press, St Martin's Press, 1999.

Lorsqu'en 1991 le général Mohamed Farah Aydiid engagea des poursuites auprès de la justice italienne contre l'ancien Premier ministre B. Craxi car il n'avait pas touché une commission conforme à l'accord conclu, beaucoup d'observateurs n'en crurent pas leurs oreilles. Un an plus tard, le scandale des pots-de-vin versés aux proches du dirigeant socialiste éclatait, celui-ci se réfugiait en Tunisie et l'on commença à se dire que ce général somalien disait sans doute la vérité, même si sa requête était pour le moins des plus surprenantes...

Ce livre tente d'analyser les relations très particulières entre l'Italie et son ancienne colonie, de la période coloniale jusqu'à la trop fameuse intervention internationale de décembre 1992. S'il ne constitue pas la première réflexion sur ce thème (voir notamment les travaux de L. Goglia, C. Ercolessi, G. P. Calchi Novati, A. del Boca et I. Taddia), sa rédaction en anglais le rend plus accessible. Cela est appréciable dans la mesure où il s'agit d'un travail sérieux, équilibré, fournissant de bonnes références bibliographiques et ouvrant la voie à l'approfondissement de certaines pistes de recherche.

Les chapitres sur la période 1950-1960 sont certainement les plus novateurs. L'auteur décrit les relations tendues entre l'administration italienne et le principal parti, la Ligue de la jeunesse somalienne, ainsi que les compromis importants acceptés pour conserver les intérêts économiques et une influence de Rome dans la future Somalie indépendante. La construction d'un État démocratique fut ainsi sacrifiée bien avant la prise du pouvoir par les militaires à Mogadiscio, en 1969. Pourtant, l'auteur montre que si cette priorité a été permanente, la définition des politiques à l'égard



du gouvernement somalien a été particulièrement confuse et mise en œuvre d'une manière encore plus discutable : il s'agit donc d'un éclairage peu flatteur sur la diplomatie romaine, dont les incohérences sont multiples dès la période coloniale. Néanmoins, l'auteur ne transforme pas son étude en brûlot : au contraire, il montre bien comment l'enchevêtrement de singularités (du débat politique italien, de la structure de son État, des ambitions de Rome dans la Corne de l'Afrique, de la nature des interlocuteurs somaliens) conduit à des résultats aberrants, dont le plus spectaculaire est sans doute le déversement de plus de 1 600 milliards de liras d'aide italienne en moins de dix ans et une attitude de pompier-pyromane dans les premiers mois de la guerre civile ouverte au début 1991.

Cependant, l'ouvrage de Paolo Tripodi laisse dans l'ombre de nombreuses dimensions de cette relation entre Rome et Mogadiscio. La collusion entre intérêts privés et publics a été la norme plus que l'exception dans les relations entre l'Italie et la Somalie, mais un lecteur habitué aux affaires de la politique de la France en Afrique sera surpris de l'absence de toute mention de ces multiples relations personnelles et réseaux qui n'ont cessé de parasiter le fonctionnement de l'appareil d'État italien.

De même, la description qui est donnée de la politique italienne après 1991 est peu originale, et il aurait été intéressant de montrer les clivages entre diplomates et militaires au début de l'intervention internationale, comme la manière dont les vieilles amitiés entre responsables italiens et somaliens, qui avaient été mises entre parenthèses pour cause de scandale après 1992, se sont depuis renouvelées...

Roland Marchal

MAKRIS (G. P.)

Changing Masters. Spirit Possession and Identity Construction among Slave Descendants and Other Subordinates in the Sudan

Evanston, Northwestern University Press, 2000, 432 pages.

Derrière un titre un peu alambiqué se cache une étude assez classique des cultes *tumbura* de Khartoum, qui reposent sur des rites de possession proches du *zar* éthiopien et du *boré* nigérian. D'abord issus des armées d'esclaves du XIX^e siècle, les regroupements de ce type ont fini par représenter les couches populaires et urbaines de communautés qui n'étaient pas d'origine arabe. Au-delà de leur fonction divinatoire et thérapeutique, ils ont surtout permis d'affirmer l'identité collective, musulmane et supratribale de certains groupes subalternes de la société soudanaise, essentiellement des femmes et des descendants d'esclaves. Le travail d'investigation de l'auteur à cet égard n'est pas sans rappeler celui de C. Besteman (*Unraveling Somalia. Race, Violence and the Legacy of Slavery*, Philadelphia, University Press of Pennsylvania, 1999), déjà évoqué dans ces colonnes à propos des descendants d'esclaves dans le sud de la Somalie.

À Khartoum, en l'occurrence, les *tumbura* ont réuni des populations qui habitaient déjà le Soudan avant l'arrivée des Arabes et l'islamisation de la région. Venant du Darfour et du Kordofan, notamment des collines Nuba, ces communautés noires étaient méprisées des Arabes et qualifiées de « soudanaises », terme qui fut longtemps péjoratif avant d'être réhabilité par les nationalistes à l'indépendance. Le parallèle avec les Bantous de Somalie peut être poussé encore plus loin puisque les Arabes au pouvoir ont relégué au bas de la hiérarchie sociale les descendants d'esclaves soudanais en niant leur généalogie. Aussi le catalyseur identitaire des *tumbura* a-t-il été d'autant plus important qu'il a défendu les spécificités de ces communautés dans un milieu urbain hétérogène, en même temps qu'il les

inscrivait dans la religion dominante du pays, les fidèles du culte entretenant par exemple des liens avec les membres de la confrérie Qadiriyya. Selon G. P. Makris, l'avenir des *tumbura* n'en est pas moins menacé par la modernité urbaine, l'islamisme et un relatif désintérêt de la part de la jeune génération. Encore l'auteur ne constate-t-il qu'une diminution du nombre de groupes *tumbura* recensés sur Khartoum : une tendance qui n'est pas forcément significative d'une perte d'influence au niveau national et qui ne reflète peut-être qu'un jugement subjectif. En effet, G. P. Makris n'évite pas certains travers de l'observation participante selon les canons de l'anthropologie anglo-saxonne : les tranches de vie et les remarques personnelles abondent, au risque de désorienter le lecteur, voire de l'ennuyer à force de se perdre dans les détails et les descriptions, tandis que la conclusion, en forme de postface, laisse l'analyste sur sa faim.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

VELLUT (Jean-Luc) (dir.)

Itinéraires croisés de la modernité.

Congo belge (1920-1950)

Tervuren, Paris, Institut africain / Cedaf, Afrika Institut / Asdoc, L'Harmattan, « Cahiers africains / Afrika Studies », série 2000, n° 43-44, 2001, 295 pages.

Composé pour la plupart d'extraits d'excellents mémoires de licence en histoire contemporaine produits par de jeunes historiens belges, ce recueil d'études reflète l'activité importante et la qualité scientifique des travaux menés au Centre d'histoire de l'Afrique de l'université de Louvain, sous l'impulsion et la direction de Jean-Luc Vellut. Avec une limite, dont l'éditeur est conscient : les sources exploitées sont essentiellement celles qui étaient disponibles en Europe.

L'unité de ce recueil est contenue dans un titre qui insiste sur l'idée de *modernité* appliquée à l'histoire contemporaine de l'Afrique. L'introduc-

tion présente à cet égard une prise de position dont l'importance n'est pas négligeable. L'idée de modernité, relative au Congo, a en effet été la bannière par excellence du discours colonial belge, surtout durant l'après-guerre : il n'est que de songer aux photographies en noir et blanc des ports, des routes, des ponts, des loisirs à l'occidentale, des avenues calmes et des cités ouvrières, des laboratoires et des usines, souvent présentées en fonction d'une rhétorique dualiste présentant l'« avant » et l'« après », un peu comme dans les publicités pour les produits-miracles contre la calvitie. Le thème de l'évolution condensait une conception de l'histoire comme progrès largement héritée du XIX^e siècle, et l'enthousiasme d'une période où l'on croyait pouvoir espérer que la science et la technologie apporteraient bonheur, paix et compréhension.

Les études rassemblées ici peuvent être regoupées en trois catégories : la vie quotidienne ; la société civile nouvelle ; les itinéraires croisés entre métropole et colonie. Elles illustrent ainsi d'abord la constitution de nouvelles « frontières », inséparables de représentations et de récits. Est démontrée au passage l'existence, dès l'époque du premier conflit mondial, « d'un espace social congolais, d'ouest en est ».

Analysant les « Scènes de la vie quotidienne à Elisabethville dans les années vingt » (pp. 57-70) à partir de la presse européenne qui y était publiée, Nicolas Esgain met en évidence les craintes de la société coloniale à l'égard des populations africaines, mais tout autant les réactions de promotion et d'autoprotection qui apparaissent dans les milieux instruits des cités « indigènes ». Laurence Feuchaux déplace la perspective vers Kinshasa et un certain nombre d'affaires judiciaires révélatrices, présentant de larges extraits de divers comptes rendus d'époque (« Vie coloniale et faits divers à Léopoldville (1920-1940) », pp. 71-101). Cette présentation met en avant les tensions internes à la société coloniale, et – singulièrement – montre la méfiance à l'encontre d'une magistrature qu'une certaine presse suppose toujours laxiste envers les Africains.



Les études qui suivent envisagent des objets moins habituels : « L'implantation du scoutisme au Congo belge » (S. Tilman) et « Débuts du football congolais » (B. Van Peel). Le volume se termine par deux études qui concernent davantage la société européenne. L'article, aussi intéressant que fouillé, que consacre Vincent Romain à « Un espace culturel colonial : musiques africaines en Belgique et au Congo » (pp. 205-238) retrace l'histoire de l'intérêt anthropologique pour la musique traditionnelle, celle des influences de cette musique sur les compositions musicales en Belgique et débouche sur une première approche de la créativité musicale congolaise, tantôt sur le mode de la récréation semi-indigéniste (les *Missa luba* et autres *Petits chanteurs à la croix de cuivre*), tantôt sur le mode des variétés urbaines qui feront la célébrité des orchestres kinoïsis. L'étude, bien cadrée, embrasse en réalité un champ plus large, évoquant aussi le domaine du cinéma, de la liturgie religieuse et des spectacles, après avoir rappelé le contexte, tant général qu'anecdotique, de la collecte ethnologique des instruments et des musiques. Enfin, Johan Lagae propose une étude de l'architecture et de l'urbanisme coloniaux (« In search of a "comme chez soi". The ideal colonial house in Congo (1885-1960) », pp. 239-282). Au-delà des considérations hygiénistes sur l'habitat en Afrique centrale et des considérations pratiques qui ont entraîné, un temps, l'importation de maison préfabriquées ou l'idée d'édifier, au fond de la « parcelle », le logement des domestiques, on saisit bien, par le biais des discussions sur la « maison idéale », le sentiment de repli identitaire qui a souvent prévalu ; il a surtout conduit à l'érection de demeures bourgeoises, celles-là mêmes que le colonial aurait rêvé de construire s'il était resté « chez soi ». En réalité, l'africanisation symbolique de l'habitat, si elle a connu son heure de gloire à l'époque de la « barza », interface entre dedans et dehors, s'est ensuite généralement effacée au profit de modèles plus européens, sans interface, clivant davantage l'espace de communication et de circulation. L'arrivée progressive des épouses a sans

doute été décisive dans cette sorte de privatisation, mais le fantasme d'une « normalité » universalisante de la vie aux colonies a lui aussi joué son rôle.

De la chaussure à crampons à l'organisation d'un living-room, aucun de ces aspects n'est indifférent à l'histoire, du moment qu'elle s'intéresse davantage à ce que fut la vie quotidienne dans ses réalités, ses tensions et ses rêves, mais aussi aux ressorts les plus profonds des mutations et des reconstructions.

Pierre Halen

UVIN (Peter)

L'Aide complice ? Coopération internationale et violence au Rwanda
Paris, L'Harmattan, 1999, 289 pages.

Décrit jusqu'au début des années 1990 comme un pays modèle par les développeurs, le Rwanda a sombré en avril 1994 dans un génocide qui a causé la mort de 500 000 à 1 million de personnes. Comment cela a-t-il pu arriver ? Pourquoi les institutions de développement, si nombreuses au Rwanda, n'ont-elles, apparemment, rien vu venir et pourquoi n'ont-elles pas réagi à la radicalisation raciste du régime, perceptible dès le début des années 1990 ? Indirectement, en donnant au régime les moyens financiers de sa politique, et passivement, par son absence de réactions, l'aide internationale ne porte-t-elle pas une part de responsabilité dans le processus qui a conduit à ce déchaînement de violence ?

Autant de questions fortes, discutées de façon posée par Peter Uvin dans un livre important qui, au-delà d'une synthèse pédagogique sur le « comment cela est-il arrivé ? », traite une question qui n'a – me semble-t-il – guère été discutée dans les multiples travaux portant sur le génocide et le contexte sociopolitique qui l'a produit : celle des interactions entre le système d'aide et les dynamiques sociopolitiques en cours. Son point

de départ est une interrogation sur l'aveuglement du système d'aide, tant au niveau du système lui-même que des individus qui en font partie, sur ce qui était en train de se préparer.

L'analyse de cette contradiction et de ses conséquences est menée en trois temps (qui ne sont pas chronologiques dans l'ouvrage). Tout d'abord, pour donner une réponse au « comment », Uvin relit l'histoire politique du Rwanda et les processus qui ont conduit au génocide. Il offre là une synthèse claire qui, pour autant que je puisse en juger n'étant pas spécialiste de la zone, semble à la fois juste et pédagogique. Il décrit les différentes interprétations du génocide, remettant à leur place les multiples facteurs : l'histoire de longue durée ; le durcissement ethnique provoqué par la colonisation ; le renversement de pouvoir en faveur des Hutus et la mise en place d'un régime se légitimant par la « révolution sociale » (et donc l'exclusion des Tutsi, montrés comme boucs émissaires) et par le « développement » ; un État mis au service d'une petite élite bureaucratique, vivant de l'aide internationale ; la crise économique profonde depuis les années 1985, ayant entraîné une paupérisation accrue de la paysannerie ; l'accroissement des inégalités foncières avec achat de terres par les élites urbaines ; les attaques du PFR et les accords d'Arusha, qui ont radicalisé la « clique » au pouvoir, laquelle a attisé la haine ethnique. De façon plus originale, il met l'accent sur la « violence structurelle », tant physique que symbolique, qui a régi la société rwandaise depuis plusieurs décennies, avec ses pogroms impunis mais aussi avec l'oppression permanente des paysans par l'appareil bureaucratique, dans un encadrement agricole répressif et un encadrement sociopolitique étroit, ainsi que sur le ressentiment croissant envers cette petite élite éduquée circulant dans les 4 x 4 des projets internationaux et pleine de mépris pour les paysans.

L'analyse du décalage entre cette réalité et l'image du Rwanda dans les milieux du développement est le second temps de l'analyse. Coupés des ruraux par la langue et la façon de travailler, prisonniers d'une idéologie développementaliste

dépolitisante, les développeurs ont évacué toute dimension politique : ils ont fait semblant de ne pas voir, se consacrant à leurs projets, voyant un idéal de développement communautaire là où il y avait une « participation populaire » coercitive. La grande majorité des comptes rendus de projets concernant le Rwanda ne contenaient absolument aucune information sur le passé de la nation, sur la structure du pouvoir ni sur les luttes sociales et politiques. Au-delà de possibles autocensures dans la littérature des projets, les barrières de langue et l'écran des nombreux intermédiaires faisaient que la majorité des experts étrangers connaissaient en fait peu ou pas le pays : « Je ne peux pas compter le nombre de fois où des coopérants m'ont dit qu'après des années passées au Rwanda, ils n'avaient aucune idée de ce que les paysans pensaient de leur projet, et ne savaient d'eux que ce qu'ils apprenaient par la bouche des fonctionnaires » (p. 138).

Rejoignant les thèses de Ferguson sur le Lesotho, Uvin montre ici de façon convaincante comment – et sur quelles méprises – s'est constituée l'image du Rwanda, pays modèle du développement, image largement partagée par les ONG et les institutions internationales. On voit comment la rencontre d'un discours d'État et d'une idéologie du développement dépolitisée, couplée à une logique interne de reproduction des institutions de développement, éliminent une partie des réalités de leur champ d'analyse afin de faire correspondre la réalité à l'image qu'elles en donnent. Cette image a perduré alors même que les signaux de crise devenaient de plus en plus forts. Lorsque les messages racistes se sont multipliés, lorsque les pogroms orchestrés par l'armée se sont répétés, le système d'aide n'a guère réagi. Ni pour faire pression sur le régime – ou si peu –, ni pour réorienter l'aide et développer (par exemple) des organes de presse favorisant la paix sociale afin de contrer l'influence des médias de la haine. Les programmes ont continué, avec leur même orientation « participative » instrumentalisée par l'État. Une telle absence de réaction, tant au niveau politique que des modes d'intervention, ne pouvait être perçue par les extrémistes que comme une



promesse de passivité, sinon un encouragement tacite. Au-delà de cet aveuglement sidérant (et c'est là le troisième temps de la thèse d'Uvin), le système d'aide a des responsabilités fortes dans l'évolution ayant conduit au génocide ; il ne l'a bien sûr jamais directement encouragé, ni même cautionné, mais « la façon dont le "développement" est mis en œuvre a eu une importance capitale pour la création et l'évolution de bien des processus qui ont abouti au génocide » (p. 3). Alors même que la paysannerie s'enfonçait dans une crise grave, les moyens concentrés sur des thèmes inadaptés, ou même carrément nocifs (y compris au sein de nombreuses ONG bien intentionnées, faute d'une compréhension suffisante de l'économie paysanne), et la reproduction d'une « élite » locale branchée sur la rente du développement devenaient de plus en plus insupportables.

L'ensemble de l'ouvrage, on l'aura compris, est une mise en perspective très fine d'une série de facteurs et d'analyses portant sur la question du lien entre coopération internationale et génocide, pointant une dimension en général oubliée des débats sur le génocide. C'est beaucoup, face à une question aussi complexe, de proposer une analyse construite, qui évite les schématismes ou les interprétations unilatérales. Un certain nombre d'aspects – dont certains fondamentaux pour sa thèse – gagneraient cependant à être mieux étayés. En effet, Uvin apporte plus d'indices convergents, « un fort faisceau de présomptions », pourrait-on dire, qu'une véritable démonstration. Non pas que les mécanismes identifiés n'aient pas joué. Mais les relations de causalité ne sont pas simples (ce qu'il reconnaît) et l'analyse générale aurait gagné à s'appuyer davantage sur des analyses empiriques et sur l'étude détaillée de quelques projets ou de quelques coopérations. Même si le système d'aide présente un certain nombre de traits constants, soulignés à juste titre, il n'en est pas moins fort disparate. Les positions institutionnelles, le rapport à l'État, les relations directes avec les « bénéficiaires », la sensibilité aux enjeux sociaux ou politiques varient forte-

ment d'un projet à l'autre, d'une organisation à une autre. Ce qui est dit dans les rapports d'ONG ou d'institutions internationales ne reflète qu'une partie de ce que voient et savent les acteurs de terrain. Or, au-delà de ce qu'il y a dans ces rapports, on ne sait guère quelles étaient les perceptions, analyses et pratiques effectives des agents de développement et des expatriés : étaient-ils tous aveugles aux réalités qu'ils côtoyaient ? Comment percevaient-ils les contradictions entre ces réalités et la culture développementiste ? Étaient-ils tous vraiment si passifs, si piégés ?

Une étude comparée de quelques cas contrastés aurait permis d'entrer dans le détail des représentations et des pratiques, et de renforcer ou de nuancer l'analyse. Ce sera sans doute le sujet d'une recherche ultérieure, plus empirique. Cela dit, il est clair que la question des interactions entre système d'aide et trajectoire politique des pays en développement dépasse largement le cas du Rwanda. L'aveuglement, ou le refus de voir, du système d'aide sur l'instrumentalisation politique des projets, la médiocrité de ces derniers et l'irresponsabilité des bailleurs qui financent des projets dont on sait depuis le début qu'ils ne serviront à rien, en tout cas pour leurs « bénéficiaires » théoriques : autant de faits dont Uvin nous oblige à voir les conséquences possiblement dramatiques, et qui interpellent la prétendue « neutralité politique » du développement. Qui interpellent aussi les pratiques de ceux qui, à un degré ou à un autre (praticiens, mais aussi consultants nationaux ou internationaux), y participent.

Philippe Lavigne Delville

DE BOISSIEU (Arnaud)

Jeunes des rues en Tanzanie. Une vie par jour, entre l'eau et le feu

Paris, Karthala, 2001, 131 pages.

Les rejetés de la société suscitent des courants de sympathie et de dévouement sans cesse renouvelés. Ceux qui font un bout de chemin avec

eux sont parfois amenés à crier leur révolte ou à faire témoigner les exclus. *Politique africaine* a cité certains de ces récits (voir le dossier « Du côté de la rue », n° 63, octobre 1996) mais, les conflits se perpétuant, la crise aidant, le phénomène continue. Un prêtre de la Mission de France raconte avec beaucoup d'humour et une distanciation touchante son parcours – jusqu'au sommet du Kilimanjaro mais plus souvent dans les tribunaux – avec des enfants et des jeunes des rues

de Tanzanie. Au fil des journées, il nous fait partager son agacement devant la vénalité de la justice, sa sympathie pour les déboires incessants des « gosses », sa ténacité face à l'adversité. Il nous fait parfaitement saisir, à mots couverts, le fatalisme et les valeurs de ces êtres en sursis dans un pays où sida et maladies vénériennes font la loi. Un témoignage original sur une réalité à connaître sous tous ses aspects.

Annie Lenoble-Bart



Rubrique réalisée par Michèle Boin avec le soutien de l'Afrika Studiecentrum de Leiden

Autrepart (Bondy)

« Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ? »
N° 18, 2001.

Ce numéro spécial d'*Autrepart* fait écho au dossier « Enfants, jeunes et politique » de *Politique africaine* publié en décembre 2000. Catégorie sociale non exempte d'ambiguïté et de paradoxes, « les jeunes » sont envisagés ici selon des lectures parfois complémentaires, parfois contradictoires. « À l'intersection du global et du local, de l'autochtone et de la migration, la jeunesse est devenue un enjeu crucial dans le développement des sociétés du Sud, parce qu'elle porte en elle tout à la fois les conditions d'une modernité d'appropriation ou de rejet, par un retour spectaculaire et souvent violent aux fondamentalismes contemporains, qu'ils soient d'inspiration religieuse ou ethnique » (M. Diouf, R. Collignon). Il s'agit donc de comprendre les mutations en cours et d'en tirer le sens. Une des conclusions de Diouf et Collignon est que l'on assiste peut-être à un allongement de la condition de mineur social des jeunes, mais aussi à un aller-retour entre la position d'adulte et celle de jeune. Philippe Antoine, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud s'intéressent eux à la « contrainte de rester jeune » et à l'évolution de l'insertion dans trois capitales africaines, Dakar, Yaoundé et Antananarivo. Mahamet Timera entend, lui, contre les représentations réductrices qui associent sans nuances les migrations à la misère et à la famine, réviser la corrélation souvent établie entre pauvreté et émigration. Il se propose de revenir à la dimension individuelle de la migration, à sa fonction d'émancipation, d'autonomisation et d'individualisation chez les jeunes migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal. Rémy Bazenguissa-Ganga décrit, pour le Congo-Brazzaville, les modalités de construction de la jeunesse dans le contexte de la violence politique. Les « jeunes », en tant que

catégorie politique et groupe d'acteurs précis, contrôlent ces transformations. Geneviève Gasser, en s'appuyant sur une enquête menée sur place en 1997 lors d'une période de recrudescence des combats en Casamance, recherche ce que signifie « être jeune » à Ziguinchor, dans le sud du Sénégal, en mettant davantage l'accent sur la vie quotidienne.

Nordic Journal of African Studies
(Helsinki)

Numéro spécial sur « L'école et les langues nationales au Mali »
Vol. 3, n° 3, 2000.

En 1994, le Mali a décidé de généraliser l'enseignement des langues nationales à l'école fondamentale. Les articles de ce numéro spécial couvrent les aspects essentiels qui ont trait à cette question : la formation des maîtres, leur attitude à l'égard de l'introduction des langues nationales dans l'enseignement, la disponibilité et l'utilisation des manuels, la transition du bambara au français dans l'apprentissage des mathématiques, l'enseignement en classe de la langue bambara et les résultats de cet enseignement, à savoir les compétences des enfants en bambara écrit. Une étude concerne la scolarisation des filles en milieu rural ; une autre, qui touche à l'école sans en relever directement, traite des emprunts du peul au français tels qu'ils apparaissent dans le journal mensuel *Kabaaru* et tels qu'ils sont reçus par les populations peules. Ces articles s'appuient sur les résultats d'enquêtes de terrain à Bamako, Ségou et Mopti, et apportent des données empiriques nouvelles. En outre, deux contributions considèrent de manière plus générale les problèmes du système éducatif et des rapports entre l'école et la société au Mali. La première traite de la crise scolaire qui frappe l'école depuis une

dizaine d'années : grèves répétées, années blanches ou facultatives, baisse du niveau de l'éducation ; la seconde dénonce les liens trop faibles qui existent entre la formation initiale et la pratique en classe.

Cambridge Journal of Economics
(Oxford)

« African Economic Development
in a Comparative Perspective »

Vol. 25, n° 3, mai 2001.

Les explications conventionnelles des faibles résultats économiques de l'Afrique négligent généralement d'explorer les mécanismes de croissance, de déclin et de stagnation. Par contraste avec les économies nouvellement industrialisées d'Asie de l'Est, les pays africains ne sont pas parvenus à instaurer un cercle vertueux de croissance comportant un accroissement de l'épargne et des exportations. Les programmes d'ajustement structurel, en démantelant les mécanismes étatiques d'accumulation sans y substituer de solution viable, ne se sont pas attaqués aux contraintes structurelles entravant la productivité dans l'agriculture (Y. Akyüz et C. Gore). Thandika Mkandawire s'oppose aux théories selon lesquelles les États africains ne sont pas capables de générer le développement en raison du clientélisme, du mode de dépendance de leurs économies et du niveau atypique des taux d'intérêt. Massoud Karshenas propose quant à lui des explications nouvelles en termes de structures agraires et de disponibilité des ressources pour rendre compte de l'apparente dualité économique du continent africain. Une comparaison avec les économies à surplus de main-d'œuvre d'Asie fait ressortir les contraintes posées par les structures agraires existantes pour l'accumulation du capital et l'industrialisation en Afrique subsaharienne, et souligne le contraste entre les conclusions

décolant de cette perspective et les politiques conventionnelles centrées sur un réajustement des prix et la libéralisation du marché. L'étude de Machiko K. Nissanke considère les déficiences critiques dans l'infrastructure financière d'Afrique subsaharienne qui ont contribué aux résultats inadéquats de l'investissement productif par des acteurs privés. L'examen de différents cas en Asie de l'Est lui permet d'en dégager des implications pour la ligne à suivre en matière de politiques financières, d'arrangements institutionnels et de mesures d'intégration du marché pour financer le développement des entreprises.

Afrikanische Studien (Hambourg)

« Madagascar. Perspectives
de développement »

Vol. 15, 2000.

Ce volume de l'*Afrikanische Studien* porte le sous-titre suivant : « Croissance de la population et croissance économique contre sauvegarde de la nature », et telle est bien l'interrogation centrale de ce numéro issu d'un symposium organisé par l'ONG Deutsch-Madagassische Gesellschaft. Les sujets traités par les différents articles ramènent tous au double souci de préserver l'environnement (lutte contre l'érosion, évolution de la couverture forestière, réserves naturelles, conservation de la biodiversité, protection des espèces rares, algoculture) et d'assurer les conditions de la croissance économique, tout en tenant compte des besoins sociaux. Les perspectives malgache et allemande alternent dans l'examen de cette problématique. Parmi les nombreuses contributions, l'une traite des possibilités de coopération scientifique entre Madagascar et l'Allemagne, d'autres mettent l'accent sur l'éducation et la formation des jeunes ou sur la nécessité de rétablir l'État de droit pour assurer le développement.
